

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

A/C.1/A.III/SR.7

13 October 1948

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

Dual distribution

Troisième session

PREMIERE COMMISSION

SOUS-COMMISSION A III

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le mardi 12 octobre 1948 à 15 heures.

SOMMAIRE :

Projets de résolution sur l'énergie atomique (suite)

<u>Président :</u>	Sir B.N. RAU	Inde
<u>Rapporteur :</u>	M. R. SANDLER	Suède

Les corrections à apporter au présent compte rendu doivent être adressées par écrit, dans un délai de deux jours ouvrables à M. E. Delavenay, Directeur de la Division des comptes rendus officiels, Bureau 3015, Palais de Chaillot. Elles seront transmises par lettre sur papier à en-tête, qui donnera la cote du compte rendu en question et indiquera les corrections demandées ou, le cas échéant, sera accompagnée d'une pièce les contenant. L'enveloppe de la lettre portera la mention "urgent". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur un exemplaire ronéotypé du compte rendu. Les corrections devront être rédigées dans l'une des langues de travail (français ou anglais).

PROJETS DE RESOLUTION RELATIFS A L'ENERGIE ATOMIQUE (suite)

Commentant le projet de résolution de l'URSS, M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a, à de nombreuses reprises, exposé les raisons pour lesquelles la Commission de l'énergie atomique et le Conseil de sécurité ne sont arrivés à aucun résultat positif. La délégation de l'URSS n'a cessé de souligner la nécessité de conclure une convention mettant les armes atomiques hors la loi avant de parvenir à un accord sur un système de contrôle. Au contraire, le représentant des Etats-Unis, soutenu par d'autres représentants, a insisté sur la nécessité d'établir un système de contrôle avant même d'envisager pour une date indéterminée l'interdiction des armes atomiques ; ce désaccord a été l'un des principaux obstacles au progrès des travaux du Conseil de sécurité et de la Commission de l'énergie atomique. Soucieuse d'aboutir à un accord, la délégation de l'URSS a maintenant présenté à l'Assemblée générale un projet de résolution qui prévoit la conclusion et la mise en vigueur simultanées de conventions relatives à l'interdiction et au contrôle de l'énergie atomique. Elle fait une concession en n'insistant plus pour qu'on donne la priorité à l'interdiction des armes atomiques. Une nouvelle preuve de son désir de conciliation, est qu'elle propose de faire simplement remarquer que les discussions qui se sont déroulées à la Commission de l'énergie atomique et au Conseil de sécurité sur la base des résolutions de l'Assemblée générale n'ont porté aucun fruit, sans insister pour qu'on porte un jugement sur les travaux de ces deux organismes. Les rapports de la Commission de l'énergie atomique ne font que reprendre le plan de la délégation des Etats-Unis qui voudrait rendre l'organe de contrôle propriétaire des installations au lieu de le charger de procéder à des inspections et en ferait une sorte de trust sur lequel les Etats-Unis auraient la haute main ; ils reprennent aussi l'idée qu'il faut créer un système de contrôle avant même d'envisager l'interdiction des armes atomiques. La résolution de l'URSS propose que la Commission de l'énergie atomique poursuive ses travaux sur la base des résolutions de l'Assemblée générale, en s'attachant avant tout à établir concurremment deux projets de convention. M. Malik pense que tous les partisans sincères du contrôle accepteront cette résolution comme point de départ d'une solution des difficultés actuelles, et demande aux autres délégations d'exprimer leur opinion à ce sujet.

Le PRESIDENT fait remarquer qu'il ne reste plus d'orateurs inscrits pour le débat portant sur les trois résolutions présentées à la Commission, et propose de demander à chaque représentant d'indiquer ses préférences. La résolution qui obtiendra la majorité absolue sera

renvoyée à la Première Commission, où elle servira de base de discussion.

M. MILES (Royaume-Uni) déclare que sa délégation a exposé ses vues à la Première Commission et qu'il juge superflu de les répéter ou d'y ajouter quoi que ce soit. Il espère qu'on ne reprochera pas à sa délégation d'avoir refusé d'examiner la proposition de l'URSS.

M. COUVE de MURVILLE (France) souligne que toutes les propositions ont été étudiées en détail au cours de la discussion générale. Chacun des membres de la sous-commission connaît la position de ses collègues. Il ne reste donc qu'à voter.

M. LAFRONTE (Equateur) demande si le projet de résolution canadien pourrait être mis aux voix paragraphe par paragraphe.

Le PRESIDENT estime que, si l'on s'en tient à la procédure qu'il a lui-même suggérée, le texte des résolutions doit être considéré dans son ensemble.

Conformément à la procédure indiquée par le Président, les délégations expriment comme suit leurs préférences :

Pour le projet de résolution canadien : Brésil, Canada, Chine, Equateur, France, Suède, Royaume-Uni, Etats-Unis.

Pour le projet de résolution de l'URSS : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Pour le projet de résolution de l'Inde : l'Inde.

Le PRESIDENT déclare que le texte proposé par le Canada, pour lequel la majorité a exprimé une préférence, sera renvoyé à la Première Commission.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) objecte que le vote n'est pas conforme à l'article 79 du Règlement, qui prévoit que les représentants doivent voter pour ou contre, ou s'abstenir. Il tient à ce que la proposition de l'URSS soit mise aux voix en bonne et due forme.

Le PRESIDENT répond qu'il a bien exposé, tant à la présente séance qu'à la précédente, la procédure de vote qu'il entendait appliquer et cite à l'appui les notes qu'il a prises. Seul, le représentant du Canada a fait des objections qu'il a d'ailleurs retirées après les explications du Président.

M. OSBORN (Etats-Unis) est d'accord avec le Président, mais pense que, si la procédure adoptée n'est pas à l'abri des reproches, il convient de procéder à un nouveau vote pour éviter d'avoir à soumettre à nouveau la question à la Sous-commission.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'est pas d'accord avec le Président. Celui-ci n'a pas le droit de créer de nouvelles règles au mépris des règles adoptées par l'Assemblée générale. Il insiste encore pour que la proposition de l'URSS soit mise aux voix pour savoir qui vote contre et qui s'abstient.

M. TARASENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare qu'il a cru comprendre que les trois résolutions seraient mises aux voix. Un vote comporte des voix pour, des voix contre et des abstentions. Selon la procédure adoptée par le Président, il est un peu difficile de décider laquelle des résolutions a la préférence, si toutes réunissent un petit nombre de suffrages favorables.

Le PRÉSIDENT souligne que, selon ses déclarations précédentes, la résolution qui sera renvoyée à la Première Commission pour servir de base de discussion doit avoir obtenu la majorité absolue, ce qui n'est pas le cas dans l'exemple cité par le représentant de l'Ukraine. Il maintient que la procédure adoptée par lui se justifie, il est toutefois disposé, pour éviter de prolonger la discussion, à enregistrer les votes contre.

Le général McNAUGHTON (Canada) soutient la position prise sur ce point, par le Président mais croit sage de mettre les résolutions aux voix l'une après l'autre, puisqu'on soulève une question de procédure qui pourrait être portée devant la Première Commission et l'Assemblée générale. La plupart des membres de la Sous-commission s'intéressent aux questions de fond bien plus qu'aux questions de procédure.

Il est procédé au vote sur le projet de résolution canadien :

Votent pour : Brésil, Canada, Chine, Equateur, France, Suède, Royaume-Uni, États-Unis.

Votent contre : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstient : l'Inde

Il est procédé au vote sur le projet de résolution de l'URSS :

Votent pour : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Votent contre : Brésil, Canada, Chine, France, Suède, Royaume-Uni, États-Unis.

S'abstiennent : Equateur, Inde.

Il est procédé au vote sur le projet de résolution de l'Inde :

Vote pour : l'Inde

Votent contre : Brésil, Canada, Suède, États-Unis.

S'abstiennent : Chine, Equateur, France, Républiques socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni.